

## GRENOBLE ET SA RÉGION

ISÈRE | Ils sont déjà 90 dans le département à avoir signé la lettre adressée au Président de la République et espèrent être 250 d'ici Noël

## Des élus de l'Isère demandent la libération de Salah Hamouri, avocat franco-palestinien

« Libérez Salah », « 100 jours de trop... Les slogans qui appellent à la mobilisation pour Salah Hamouri deviennent de plus en plus nombreux. Aujourd'hui, à Paris et dans quelques villes de province, des rassemblements sont prévus pour faire pression sur le gouvernement français afin d'intervenir en faveur de la libération de cet avocat franco-palestinien, retenu en détention administrative dans une prison d'Israël.

Une lettre ouverte au Président Emmanuel Macron a été signée par 1 000 élus en France, dont 90 en Isère, car tous dénoncent « des raisons arbitraires » à son enfermement. Jeudi matin, les élus de l'Isère, sous l'impulsion de l'Association France Palestine solidarité (AFPS) Grenoble, ont tenu, pour le centième jour d'incarcération de Salah Hamouri, une conférence de presse, à Fontaine, pour montrer leur soutien et tenter d'augmenter la mobilisation qui prend forme en France. « En tant que maire, ce n'est pas tous les jours que je m'exprime sur une situation politique qui se passe à l'étranger », soulignait le maire, Jean-Paul Trovero, fier que ce mouvement se fasse connaître à Fontaine « ville solidaire et citoyenne ». Lui qui a rencontré « à titre exceptionnel et grâce à Eric Piolle, Salah Hamouri, lors de sa visite à Grenoble, en 2015 ». Un tour de France qu'il avait entrepris après sept années de prison « sans

réel motif, déjà. Il était porteur d'un combat en faveur des droits de l'homme qui le dépasse et le grandit. C'est cet homme-là que le pouvoir israélien choisit de persécuter. J'ai rencontré ce jour-là, un homme lumineux, qui souhaite seulement vivre dans le pays de son choix et mener son combat pour les droits des prisonniers et du peuple palestinien ».

« S'il y avait un dossier quelconque contre lui, la justice israélienne s'en serait emparée »

Annie David, ancienne sénatrice communiste, avouait que « quand on est communiste, on se retrouve sur des combats ». D'ailleurs, dans la salle, ils étaient nombreux à avoir leur carte au PCF. Mais en même temps qu'elle remerciait l'AFPS de l'avoir « harcelée pour que cette mobilisation soit celle d'aujourd'hui, sans vous on n'aurait pas ces 90 signatures », elle reconnaissait que ce combat ne devait pas être celui des seuls communistes, il faut élargir les signatures aux élus de toutes sensibilités, « nous devons nous adresser à tous les élus progressistes et républicains ». Et obtenir 250 signatures d'ici Noël.



Pour l'AFPS « c'est parce que Salah Hamouri est un défenseur des droits de l'homme qu'il a été arrêté et parce qu'il est engagé dans la défense des prisonniers palestiniens ».

Annie David, ancienne sénatrice communiste, avouait que « quand on est communiste, on se retrouve sur des combats ». D'ailleurs, dans la salle, ils étaient nombreux à avoir leur carte au PCF. Mais en même temps qu'elle remerciait l'AFPS de l'avoir « harcelée pour que cette mobilisation soit celle d'aujourd'hui, sans vous on n'aurait pas ces 90 signatures », elle reconnaissait que ce combat ne devait pas être celui des seuls communistes, il faut élargir les signatures aux élus de toutes sensibilités, « nous devons nous adresser à tous les élus progressistes et républicains ». Et obtenir 250 signatures d'ici Noël.

Katia CAZOT

## L'INFO EN +

## QUI EST SALAH HAMOURI

Salah Hamouri est un Franco-palestinien de 32 ans vivant à Jérusalem-Est. En 2005, à 19 ans, il est arrêté et condamné sous le motif d'avoir voulu assassiner un rabbin et d'appartenir au Front populaire de libération de la Palestine, ce qu'il a nié puis avoué, au bout de trois ans, pour négocier une peine moins lourde. En France, déjà, un mouvement de solidarité avait vu le jour demandant sa libération. Après sept ans d'emprisonnement, il a repris des études de droit et a voulu faire connaître la situation des prisonniers politiques palestiniens. En 2015, il a été reçu à Grenoble. Sa femme, française, alors enceinte, n'a pas eu le droit de retourner à Jérusalem, après un séjour en France et a dû accoucher en France. Salah Hamouri est donc séparé de sa famille. Le 23 août 2017, quelques jours après avoir obtenu son diplôme d'avocat, il a été arrêté chez lui. Depuis, il est retenu en détention administrative pour six mois, renouvelable indéfiniment. Des élus locaux, nationaux, et même des eurodéputés, demandent sa libération.

Son épouse admire « son engagement politique »

« En l'épousant, je savais que je l'admire de par son engagement politique, pour toutes les souffrances qu'il endure... Ça vaut tout l'or du monde ». Elsa Lefort, épouse de Salah Hamouri, est à ses côtés depuis la France : « Il se bat pour une cause juste, c'est malheureusement le prix ».

Depuis la prison du Néguev, Elsa Lefort n'a de nouvelles de son mari que par ses avocats. « Il n'a droit qu'à une visite par mois de 45 minutes. C'est sa mère qui va le voir [Elsa Lefort ne peut pas entrer sur le territoire, NDLR]. La prison est dans un désert loin de tout, les conditions climatiques sont terribles, très chaud en été, très froid en hiver sans chauffage ». Elle sait que tout est fait « pour le torturer psychologiquement. Salah ne reçoit pas les courriers qui lui sont envoyés. Il est en détention administrative, qui peut être renouvelée. Il n'a donc aucune perspective de liberté, rien pour tenir ».

Mais Elsa Lefort sait aussi que la mobilisation est un espoir. « Nous avons immédiatement alerté les autorités françaises. Nous n'avons été reçus que deux mois plus tard mais cela grâce aux courriers des députés, des sénateurs... Et le discours est en train de changer. Le gouvernement ne dit plus



« Mon mari défend les prisonniers politiques, les droits de l'homme. Il a déjà fait 7 ans de prison pour ça. » Photo DR

« espérer la libération » mais « la France a demandé la libération et exprimé son mécontentement ». On sent que ça se durcit ». Et malgré « la campagne de calomnie que mène un député français », la mobilisation des élus lui prouve « que mon mari est apprécié et respecté ».

Aujourd'hui, Elsa Lefort remet tout entre les mains du président de la République qui doit « rencontrer Benjamin Netanyahu. Emmanuel Macron doit sentir que les Français sont derrière Salah qui, juridiquement, est Français. La France dénonce le recours à la détention administrative. Alors c'est à la diplomatie de jouer. Là, c'est la meilleure occasion pour obtenir la libération de Salah car c'est lui qui a les clés ».

K.C.